



Strasbourg, 16 novembre 2009

Greco (2009) 20F

44^{ème} Réunion Plénière du GRECO
(Strasbourg, 6 – 8 octobre 2009)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la réunion plénière

1. La 44^e réunion plénière du GRECO est présidée par M. Marin MRČELA (Vice Président du GRECO, Croatie). M. Richard ROGERS (membre du Bureau, Etats-Unis d'Amérique) préside la réunion lors de l'examen du projet d'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Croatie.
2. Le Vice-président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, et notamment à ceux qui viennent d'être nommés. La liste des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.

II. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

III. Informations fournies par le Président, les délégations et le Secrétaire Exécutif

4. Le **Vice Président** transmet les excuses du Président pour son absence. Ensuite, il félicite toutes les personnes ayant contribué au franc succès de la Conférence du 10^e anniversaire du GRECO, qui a réuni la veille un nombre important de représentants de haut niveau des Etats membres, d'organisations internationales et de la société civile ainsi que des experts indépendants. Un recueil des textes présentés par les orateurs et les panélistes ainsi que des conclusions présentées par le Secrétaire Exécutif sera publié.
5. Il présente également les résultats et les discussions de la 50^e réunion du Bureau (22 septembre 2009) et demande aux participants de se reporter au rapport de la réunion pour plus de précisions (Greco (2009) 18E):
 - le Président a informé le Bureau de sa réunion avec des représentants de la Serbie en août, au cours de laquelle il leur a fourni des conseils pratiques pour le travail de l'agence anti-corruption récemment établie, ainsi que de la participation de lui-même et de Christophe SPECKBACHER (Secrétariat) en tant qu'orateurs à une table ronde sur le thème « Financement public des partis politiques et détournement des ressources de l'Etat » (Athènes, 17-18 septembre 2009) organisée par l'OSCE, dont des représentants ont fait part d'un intérêt à coopérer avec le GRECO et ont été invités à formuler une demande écrite à cet effet ;
 - suite à la décision du GRECO 43 (juillet 2009) soulignant « *la nécessité d'une coopération plus étroite entre le GRECO et les institutions pertinentes de l'Union européenne, afin d'éviter des duplications et de promouvoir des synergies* », le Bureau a eu un premier échange de vues sur les possibles modalités d'une telle coopération, à approfondir lors de sa prochaine réunion (Bureau 51, 2 novembre 2009) ; répondant à des questions des participants sur les possibilités de mobilisation d'un soutien politique approprié dans ce contexte, le Secrétaire Exécutif a rappelé au souvenir de la plénière le mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, qui a été élaboré au plus haut niveau politique des deux structures et constitue une base pour le renforcement de la coopération en question. Les différents échanges du GRECO avec les institutions pertinentes de l'UE – qui vont se poursuivre – visent à développer des idées sur les modalités pratiques de tels efforts ;
 - un échange de vues a eu lieu avec des représentants d'Eurojust sur le renforcement de la coopération entre les deux institutions, qui serait réciproquement avantageux selon l'avis du Bureau, notamment dans la perspective du Quatrième Cycle d'Evaluation du GRECO. Il a été demandé au Secrétariat de poursuivre les discussions avec les services compétents d'Eurojust

en vue de déterminer les modalités concrètes d'échanges institutionnalisés et réguliers ;

- par ailleurs, le Bureau a poursuivi son examen préliminaire des thèmes possibles pour le Quatrième Cycle d'Évaluation, avec l'intention de soumettre des propositions cohérentes à la plénière pour examen dès que possible et de laisser ainsi un long délai à la plénière pour parvenir à une décision. D'après le Secrétaire Exécutif, il a été fait état du souhait que des propositions puissent être soumises au GRECO peut-être même en décembre, afin que l'examen soit amorcé au cours de la première réunion plénière de 2010 au plus tard.

6. Le **Secrétaire Exécutif** rend compte des faits nouveaux ci-après, intervenus depuis la 43^e réunion plénière du GRECO (juin-juillet 2009):

- il est quasiment certain que le Belarus deviendra membre du GRECO, sachant que l'accord sur les privilèges et immunités des représentants et des évaluateurs du GRECO a été approuvé par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et attend maintenant d'être signé par les deux parties ; il existe un autre candidat potentiel, à savoir le Kazakhstan qui a présenté une demande formelle au Comité des Ministres pour être invité à devenir partie aux différentes conventions du Conseil de l'Europe, y compris la Convention civile sur la corruption et la Convention pénale sur la corruption (STE 174 et 173), le processus nécessaire de concertation entre les parties aux conventions autres que les Etats membres devant maintenant être achevé ; en outre, un accord analogue à celui conclu entre le Conseil de l'Europe et le Belarus devra aussi être conclu ; d'autre part, le Liechtenstein semble envisager d'adhérer au GRECO ;

- le Président participera à une table ronde pour lancer la campagne mondiale de sensibilisation de l'OCDE sur la corruption d'agents publics étrangers (Paris, 9 décembre) ;

- le Secrétaire Exécutif a été invité à Beyrouth, aux côtés de représentants d'autres organes tels que le groupe de travail de l'OCDE, en vue de sensibiliser un groupe d'Etats arabes aux aspects pratiques du *modus operandi* du GRECO et de les aider ainsi dans la préparation de la prochaine Conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (Doha, Qatar, 9-13 novembre 2009) ;

- des exemplaires d'un document préparé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la protection des « donneurs d'alerte » sont disponibles – ledit document appelle les Etats membres à harmoniser leur législation avec un ensemble de principes directeurs.

7. La parole est donnée aux délégations. Le représentant de la **France** a récemment participé à une conférence au Kazakhstan, et est heureux de faire savoir qu'il a relevé chez les autorités du Kazakhstan une volonté très ferme d'engager des efforts sérieux pour lutter contre la corruption. Un accord de coopération entre le Service central de prévention de la corruption (SCPC) de la France et son homologue du Kazakhstan doit être signé ce jour même.

IV. Troisième Cycle d'Évaluation

8. La plénière procède à une lecture approfondie, notamment des volets analytiques du projet de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur **Malte**, avec la participation de l'équipe d'évaluation ayant effectué la visite sur place à La Valette. Avant son adoption, le rapport dont le projet a été révisé pour tenir compte des échanges intervenus lors de la première lecture, est soumis à une deuxième lecture.

9. Le GRECO adopte le Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur Malte (Greco Eval III Rep (2009) 2F – Thèmes I et II). Les autorités de Malte sont invitées à autoriser sa publication dans les meilleurs délais¹. La date limite de présentation du rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport est fixée au 30 avril 2011.
10. La plénière note que, conformément à la chronologie suivie durant le Deuxième Cycle d'Évaluation, les visites au titre du Troisième Cycle d'Évaluation en Roumanie, à Chypre, en Arménie, en Serbie, au Monténégro, en République tchèque, au Portugal, en Bosnie-Herzégovine, aux États-Unis d'Amérique, en Azerbaïdjan, en Moldova et à Andorre seront programmées en 2010, et que le Secrétariat prendra contact avec chacun des membres concernés à propos de la date limite de présentation des réponses au questionnaire et des dates de la visite, en veillant à ce que le travail d'évaluation soit réparti selon un calendrier équilibré et opportun sur l'ensemble de l'année et entre les réunions plénières.
11. La plénière approuve la liste des pays rapporteurs pour les procédures de conformité du Troisième Cycle à l'égard de la Finlande, la République Slovaque, la Slovénie et le Royaume-Uni (Greco Eval III (2009) 10F).

V. Deuxième Cycle d'Évaluation

12. La plénière examine les projets d'Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur l'**Albanie**, la **Croatie**, les **Pays-Bas**, l'**Espagne** et l'« **ex-République yougoslave de Macédoine** ». Les projets ont été établis à partir des informations fournies par les autorités des pays concernés, tel que requis dans les conclusions des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle du GRECO. Après une lecture approfondie, le GRECO adopte les Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur l'Albanie (Greco RC-II (2007) 12F Addendum), la Croatie (Greco RC-II (2007) 13F Addendum), les Pays-Bas (Greco RC-II (2007) 7F Addendum), l'Espagne (Greco RC-II (2007) 10F Addendum) et l'« ex-République yougoslave de Macédoine » (Greco RC-II (2007) 8F Addendum), concluant ainsi la procédure de conformité du Deuxième Cycle au regard de ces cinq pays. Le GRECO note avec satisfaction l'autorisation de la Croatie pour la publication de l'Addendum susmentionné et invite les autorités de l'Albanie, des Pays-Bas², de l'Espagne et de l'« ex-République yougoslave de Macédoine » à donner cette autorisation dans les meilleurs délais.

VI. Tour de table – corruption dans le sport

13. Le GRECO tient un tour de table sur la corruption dans le sport, avec la participation de M. Wolfgang MAENNIG, Professeur, chaire de politique économique, Université de Hambourg, en tant qu'intervenant principal, et de M. Stanislas FROSSARD, Secrétaire exécutif de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) du Conseil de l'Europe. L'APES organisera, le 2 décembre, une première réunion de son groupe de travail pour examiner la préparation d'un projet de recommandation sur la corruption dans le sport ; la participation du GRECO à cette réunion sera la bienvenue et, de toute façon, permettra au GRECO de se tenir informé des progrès accomplis. Il est demandé au Secrétariat de préparer et publier une synthèse des présentations et des discussions.

¹ Le Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur Malte a été publié le 10 novembre 2009.

² L'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur les Pays-Bas a été publié le 9 novembre 2009.

VII. Divers

14. A la demande d'un participant, la plénière examine l'idée de réitérer sa précédente communication à la prochaine session de la Conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (Doha, Qatar, 9-13 novembre 2009), et convient d'adresser le message ci-après à la Conférence:

« Le 5 octobre 2009, le Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO), qui siège à Strasbourg au Conseil de l'Europe, a célébré son dixième anniversaire en organisant une Conférence de haut niveau. Cet événement a rassemblé un grand nombre de ministres et de secrétaires d'Etat, ainsi que d'autres représentants de 46 Etats membres, de plusieurs Etats non-membres et d'organisations internationales, y compris les Nations Unies, et des représentants de la société civile.

Au fil de ces dix premières années d'existence, le GRECO, en se fondant sur sa méthodologie de l'évaluation entre pairs, a veillé au respect par ses Etats membres des six instruments anti-corruption du Conseil de l'Europe, dont la Convention pénale sur la corruption (STE 173) de 1999 ; le Groupe a émis des recommandations ciblées et a ensuite évalué la mise en œuvre pratique de ces recommandations.

Les résultats obtenus par le GRECO et ses Etats membres au cours de cette première décennie attestent, comme cela a été souligné par de nombreux orateurs à la Conférence, que les normes internationales risquent de rester lettre morte si elles ne sont pas appuyées par un mécanisme et une procédure de suivi crédibles.

A la lumière de son expérience étendue en matière de monitoring, le Groupe d'Etats contre la Corruption encourage les Etats Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à compléter cet instrument universel par la mise en place d'un mécanisme de suivi effectif, tout en évitant la duplication.

C'est la condition sine qua non à une lutte efficace contre la corruption qui constitue une menace pour la communauté internationale toute entière.

Le Groupe d'Etats contre la Corruption réitère sa volonté de mettre à disposition son expertise et sa connaissance confirmées et d'apporter, dans toute la mesure du possible, son soutien à la mise en œuvre de la Convention contre la corruption des Nations Unies. »

VIII. Adoption des décisions

15. Les décisions de la 44^e réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2009) 19F.

IX. Prochaines réunions

16. Le GRECO prend note que le Bureau tiendra sa 51^e réunion à Strasbourg le 2 novembre 2009. La 45^e réunion plénière aura lieu à Strasbourg du 30 novembre au 4 décembre 2009.

APPENDIX I

LIST OF PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE

M. Edmond DUNGA

Head of the Office in the Anticorruption Secretariat, Regional Anti-Corruption Initiative (RAI) Secretariat

Mrs Helena PAPA

Inspector, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption, Council of Ministers,

ANDORRA / ANDORRE

M. Sergi ALIS SOULIÉ (Chef de délégation)

Présidence du Gouvernement

ARMENIA / ARMENIE

Mr Artur OSIKYAN (Head of delegation)

Deputy Head of Police

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)

Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Apologised / Excusé

BELGIUM / BELGIQUE

M. Paul MULS

Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales
Chambre des représentants

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Vjekoslav VUKOVIC

Assistant Minister of Security of Bosnia and Herzegovina, Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina, Ministry of Security

BULGARIA / BULGARIE

Ms Irena BORISOVA

Head of Department of International Cooperation and Legal Assistance in Criminal Matters
Directorate of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)

Justice of the Supreme Court

CYPRUS / CHYPRE

Mr Philippos KOMODROMOS (Head of delegation)

Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)

Department of International Organisations and Co-operation, Ministry of Justice

Ms Marta LÉBLOVÁ

Public Administration Section, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK

Mr Lars LICHTENSTEIN

Head of Section, Office of the Director of Public Prosecutions

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis SÕÖT (Head of delegation)
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department
Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

FRANCE

M Jean ALEGRE (Chef de délégation)
Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. Michel BARRAU
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

GEORGIA / GEORGIE

Mr Vakhtang LEJAVA (Head of delegation)
Chief Advisor, Prime Ministers Office, Deputy Head of the Anti-corruption Council of Georgia
State Chancellery

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)
Head of Division, Ministry of Justice

Ms Nora KAISER
Deputy Head of Division, Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime, Federal Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Mr Dimitrios GIZIS
Prosecutor, Hellenic Ministry of Justice

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Deputy Head of Department, Ministry of Justice

ICELAND / ISLANDE

Mr Helgi Magnús GUNNARSSON
Public Prosecutor, Head of Unit for Investigation and Prosecution of Economic Crime, National Commissioner of the Police

IRELAND / IRLANDE

Ms Aileen HARRINGTON
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform, Department of Justice, Equality and Law Reform

Mr Paul E. MURPHY
Assistant Principal Officer, Ethics in Public Office, Government Buildings, Department of Finance

ITALY / ITALIE

M. Calogero PISCITELLO (Chef de délégation)
Sous-chef de cabinet du ministre, Ministère de la justice

Mr Silvio BONFIGLI
Magistrate, Anticorruption and Transparency Service

Mr Fabrizio GANDINI
Magistrate, Magistrate attached to Office I, Directorate General of Penal Law

LATVIA / LETTONIE

Mrs Violeta ZEPPA-PRIEDĪTE
Head of Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Elena KONCEVICIUTE
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

LUXEMBOURG

M. Jean BOUR (Chef de délégation)
Procureur d'Etat, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

MALTA / MALTE

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)
Attorney General, Attorney General's Office

Mr Leonard CARUANA
Advocate, Attorney General's Office

Mr Paul VASSALLO
Superintendent, Malta Police Force, Police General Headquarters

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

MONACO

M. Frédéric COTTALORDA
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),
Département des Finances et de l'Economie

MONTENEGRO

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Bastiaan WINKEL-BOER (Head of delegation)
Policy Advisor, Ministry of Justice

Mr Harry DE WIT
Policy advisor, Directorate Public Sector Employment, Ministry of the Interior and Kingdom
Relations

Ms Pauline DEN AMBTMANN
Head of Anti-Fraud Unit

NORWAY / NORVEGE

Mr Atle ROALDSØY (Head of delegation)
Senior Adviser, Ministry of Justice

Mr Jens-Oscar NERGÅRD
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

POLAND / POLOGNE

Ms Anna WADOWIARZ-PELC
Ministry of Justice, National Prosecutor's Office, Bureau of International Legal Cooperation

PORTUGAL

Ms Ines MARINHO
Legal advisor, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Anca CHELARU (Head of delegation)
Deputy Director, Department of Relations with the Public Ministry, Prevention of Crime and
Corruption, Ministry of Justice and Citizens Freedoms

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Oleg PLOKHOI
Deputy Head, Human resources and government awards department, Administration of the President

Mr Aslan YUSUFOV
Deputy Head of Directorate, Head of Section of supervision over implementation of anti-corruption legislation, Prosecutor General's Office

Mr Konstantin KOSORUKOV
Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Ms Zorana MARKOVIC (Head of delegation)
Director of the Agency for the Fight against Corruption

Ms Milica DJUNIC
Legal Consultant, Ministry of Justice

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Vladimír KOTULIČ
Deputy Director, International Police Cooperation Bureau

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS **Apologised / Excusé**

President of GRECO / Président du GRECO
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Sandra A. BLAGOJEVIC
Assistant Head, Sector for Integrity, Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mr Rafael VAILLO
Technical Counsellor, D.G. for International Cooperation , Ministry of Justice

SWEDEN / SUEDE

Mr Olof NYMAN
Legal Adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

M Ernst GNAEGI (Chef de délégation)
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

M Olivier GONIN
Collaborateur scientifique, Unité du droit pénal international, Office fédéral de la justice

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)
Professor in Criminal Law, Dean of the Faculty of Law, "First Private University, European University - the Republic of Macedonia"

TURKEY / TURQUIE

M. Ergin ERGÜL (Chef de délégation)
Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Mete DEMIRCI
Inspector, Prime Minister's Office

UKRAINE

Mr Yurii SUKHOV (Head of delgation)
Government agent for anti-corruption policy, Cabinet of Ministers of Ukraine

Mrs Olena SMIRNOVA
Head of Unit responsible for development of anticorruption policy, Ministry of Justice

Mr Olexandr KOVALENKO
Prosecutor, Head of Division, Prosecutors General's Office of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Frances ORAM
Head of Political Parties and Referendums Branch, Ministry of Justice

Ms Katherine FOX
Deputy Head, Russia Section, Russia, S. Caucasus and Central Asia Directorate
Foreign & Commonwealth Office

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ
STATUTAIRE DU GRECO**

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

Mr Damir VEJO
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and
Herzegovina

OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE

GRECO EVALUATION TEAM / EQUIPE D'EVALUATION DU GRECO

**Third Round Evaluation report on MALTA/
Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur MALTE**

Theme I – Incriminations

Mr Jaan GINTER
Vice Dean, University of Tartu, Faculty of Law

Mr Paul E. MURPHY
Assistant Principal Officer, Ethics in Public Office, Government Buildings, Department of Finance

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

M. Edmond DUNGA
Head of the Office in the Anticorruption Secretariat, Regional Anti-Corruption Initiative (RAI)
Secretariat

ROUND TABLE ON "CORRUPTION IN SPORT"

Mr Wolfgang MAENNIG
Professor, University of Hamburg

Mr Stanislas FROSSARD
Executive Secretary of the Enlarged Partial Agreement on Sport (EPAS), DG IV, Council of Europe

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO / *Secrétaire Exécutif du GRECO*

Assistant / Assistante

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / *Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif*

Administrative Officers / Administrateurs

Mr Björn JANSON
M Christophe SPECKBACHER
Ms Laura SANZ-LEVIA
Ms Sophie MEUDAL-LEENDERS
Mr Michael JANSSEN
Ms Aleksandra KURNIK, Temporary Assistant Lawyer

Central Office / Bureau Central

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant / *Assistante Administrative*
Mme Laure HEIM, Assistant / *Assistante*
Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant / *Assistante*

Webmaster

Ms Simona GHITA, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs / *Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques*
Mme Marie-Rose PREVOST, GRECO

Interpreters / Interpretes

Mme Sally BAILEY
Mme Isabelle MARCHINI
Mme Julia TANNER

APPENDIX II

AGENDA

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* **10h00**
 2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
 3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 50) / *Information du Président, des Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 50)*
 4. **First reading** of draft Third Round Evaluation Report on **Malta** / **Première lecture** du projet de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle d'Évaluation sur Malte (**Tuesday / mardi**)
5. * *Tour de table* on **Corruption in Sport** – Keynote speaker : Mr Wolfgang MAENNIG, Professor, Chair of Economic Policy, Hamburg University – **Wednesday**, 7 October, 14h00 / * *Tour de table sur la Corruption dans le Sport* – *Intervenant principal* : M Wolfgang MAENNIG, Professeur, Chaire de Politique Economique, Université d'Hambourg – **mercredi**, 7 octobre, 14h00
6. Examination and adoption of the Addenda to the Second Round Compliance Reports on **Albania, Croatia, the Netherlands, Spain** and **“the former Yugoslav Republic of Macedonia”** / *Examen et adoption des Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur l'Albanie, la Croatie, les Pays-Bas, l'Espagne et « l'ex-République yougoslave de Macédoine »*
 7. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Report on Malta (**Thursday**) / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur Malte (**jeudi**)
 8. Third Round Compliance Procedures regarding Finland, Slovakia, Slovenia and the United Kingdom – selection of rapporteur countries (Bureau 50 proposal) / *Procédures de conformité du Troisième Cycle à l'égard de la Finlande, la Slovaquie, la Slovénie et le Royaume-Uni – sélection de (pays) rapporteurs (proposition du Bureau 50)*
 9. Miscellaneous / *Divers*
 10. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
 11. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*

-
- * Heads of delegation are invited to comment on:
 - i. the legal and institutional framework for fighting corruption in sport, including the role of sports organisations
 - ii. obstacles to effectively combating corruption in sport and
 - iii. examples of good practice.
 - * Les chefs de délégations sont invités à communiquer leurs remarques sur:
 - i. le cadre juridique et institutionnel pour la lutte contre la corruption dans le sport, y compris le rôle des organisations sportives
 - ii. les obstacles à une lutte effective contre la corruption dans le sport, et
 - iii. des exemples de bonnes pratiques.